

Après l'abrogation de l'article 370, la dignité et les droits sont rétablis au Jammu-et-Cachemire

Les Gorkhas et les membres de nombreux autres groupes n'ont pas obtenu de certificats de résident permanent plus tôt en raison de politiques discriminatoires

Les ancêtres de Manish Adhikari sont venus au Cachemire du Népal en tant que soldats et généraux de l'armée de Dogra Maharaja Gulab Singh au milieu du XIXe siècle. Jusqu'à la partition de l'Inde, ces 100 familles Gorkha menaient une vie digne - les Maharaja les avaient installées dans une colonie nommée d'après leurs deux clans - Magar et Mal Bagh à Srinagar.

Leurs privilèges ont continué dans l'Inde indépendante. Cependant, depuis 1990, leur vie a pris un tournant face à l'hostilité du gouvernement de l'État. Ce n'est pas un hasard si cela s'est produit à un moment où le terrorisme pro-pakistanaï faisait rage et où les hindous ont été contraints de fuir de la vallée du Cachemire pour sauver leur vie.

«Le système nous a fermé ses portes; nous avons été étiquetés comme des Népalais et privés de tous les droits de citoyens », a déclaré Manish, 36 ans, qui possède une agence de passeport à Jammu.

Le grand-père de Manish avait combattu pendant la Première Guerre mondiale en 1931; son père, un sépoy au CRPF, avait participé à la guerre de 1965, son frère est sous-officier en service dans l'armée et affecté sur la ligne de contrôle à Poonch.

Il ne peut pas oublier le jour où, après avoir franchi une entrée difficile et un test d'endurance pour entrer dans la marine indienne, il a été rejeté parce qu'il n'avait pas de certificat de résident permanent (PRC) du Jammu-et-Cachemire.

«Les règles avaient changé du jour au lendemain; après 1990, le gouvernement du Jammu-et-Cachemire avait dit aux forces armées de ne considérer que ceux qui avaient un certificat de résidence permanente (PR).

«J'ai plaidé avec le commissaire adjoint, Jammu; lui a montré tous les certificats comme preuve de la présence de ma famille au Jammu-et-Cachemire pendant 200 ans et pourtant il m'a dit que j'étais un Népalais et donc pas éligible à la PRC. »

Comme Manish, environ 10 000 Gorkhas se sont sentis trompés en étant traités comme des extraterrestres, même après que tant de générations d'entre eux aient vécu au Jammu et Cachemire. Ils étaient victimes de discrimination en vertu des dispositions abolies des articles 370 et 35A, le gouvernement de l'État de Jammu-et-Cachemire jouissait de pouvoirs arbitraires pour décider qui était un résident permanent.

«Le 5 août a été le plus beau jour de ma vie, car la décision du Parlement a rétabli la dignité et les droits de notre communauté», dit-il. Étant une communauté de guerriers, les Gorkhas n'avaient jamais agité contre cette discrimination. Comme leurs enfants se sont vu refuser un emploi au Jammu-et-Cachemire, ils sont partis dans les grandes villes pour gagner leur vie; certaines familles sont également parties pour d'autres États.

Les Gorkhas ont été les premiers à demander des certificats de domicile dans le cadre de la nouvelle dispense. «Maintenant, nous pouvons obtenir des droits légaux sur le terrain sur lequel nous avons construit nos maisons

(il leur a été donné en bail par le gouvernement de Bakshi Ghulam Mohammad en 1962) et nos enfants peuvent trouver un emploi ici», déclare Karuna Chettri, une communauté leader au Jammu-et-Cachemire.

Le régime discriminatoire sous les pouvoirs spéciaux de l'État du Jammu-et-Cachemire a dévasté des générations de personnes qui avaient été dupées au départ pour s'installer au Jammu-et-Cachemire et qui n'avaient jamais obtenu leurs pleins droits en tant que citoyens.

Les parents de Labh Ram Gandhi étaient arrivés à Jammu en fuyant la violence de la partition dans leur village de Razia à Narowal, au Pendjab, Pakistan. Cela ne faisait que deux mois de leur séjour au Jammu que le Pakistan envoya des membres de la tribu et des hommes de l'armée régulière déguisés en octobre 1947 pour envahir et annexer le Cachemire pour lui.

Encore une fois, les parents de Gandhi et d'autres avaient commencé leur marche vers «l'Inde» car ils pensaient que le Jammu-et-Cachemire tomberait pour le Pakistan quand ils ont été arrêtés à la frontière de l'État de Lakhanpur.

Le Premier ministre Jawahar Lal Nehru et le chef du Cachemire Sheikh Mohammad Abdullah leur ont demandé de rester à Jammu et ils ont accepté.

De plus, depuis que le Jammu-et-Cachemire avait adhéré au domaine indien et que les pillards avaient été vaincus, ils se sentaient détendus.

«Nous avons été installés dans des zones frontalières d'où les musulmans étaient partis pour le Pakistan, mais nous n'avons jamais obtenu de droits sur la terre, l'emploi, etc.» Gandhi et quelque 7 000 familles de réfugiés pakistanaïens occidentaux venus de Sialkot, Gurdaspur et Gujarat du Pendjab (Pakistan) à Jammu via Sialkot, ont été confrontés à la pauvreté et au chômage endémique à Jammu pendant sept décennies.

Gandhi dit que chaque jour, il a réprimé la décision de ses parents de retourner vivre à la frontière de Jammu avec le Pakistan jusqu'au 5 août ce qui lui a donné de l'espoir et un sentiment de justice.

«C'était un jour en or pour nous», dit Gandhi, un ancien militaire. Sa communauté est à l'avant-garde des demandes de certificats de domicile, le nouveau document de citoyenneté. "Les certificats sont en cours de traitement et se produiront, mais le COVID-19 a retardé le paiement unique de Rs 5,5 lakh à chaque famille", a-t-il déclaré.

Ces communautés ont mille histoires déchirantes de leurs enfants vivant dans l'espoir absolu de se voir refuser un emploi en raison de leur citoyenneté.

Les Valmikis du Pendjab sont prêts à célébrer leur premier anniversaire de liberté le 5 août. Quelque 250 familles de caste de la communauté étaient arrivées à Jammu depuis Amritsar en 1957 à l'invitation du gouvernement de Bakshi Ghulam Mohammad.

On leur a promis de bons salaires et tous leurs droits alors que le gouvernement leur demandait désespérément de faire face à une situation de grève prolongée des safai karamcharis locaux. Se voir refuser les PRC, 6 000 membres de la communauté n'étaient éligibles qu'aux emplois de safai karamcharis.

Radhika Gill, une athlète prometteuse, est issue de la communauté. Elle peut maintenant espérer obtenir un emploi de son choix et selon son mérite puisqu'elle ne peut pas être forcée de devenir une safai karamchari.

En outre, il y a des centaines de femmes qui ont été mariées à des non-locaux et qui se sont vu refuser tous leurs droits d'hériter de la propriété, font maintenant la queue pour obtenir des certificats de domicile.

Selon un dirigeant du Congrès qui ne souhaite pas être nommé, «l'octroi du statut de résident de Jammu-et-Cachemire aux réfugiés est le changement le plus humain auquel le Jammu a été témoin cette année.» Il a admis que tous les autres partis politiques n'étaient pas allés au-delà de la parole aux réfugiés de Jammu.

Lien Web: <http://www.indianewsnetwork.com/20200730/post-art-370-abrogation-people-whose-dignity-and-rights-get-restored-in-jammu-and-kashmir>